

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Plan-A-plan-B-Plan-C-Frederic-Lordon>

« Plan A, plan B ? Plan C ! »

Frédéric Lordon

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : vendredi 2 octobre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme à l'époque où nous jouions avec les petites lettres en vermicelle dans le bouillon, voilà donc que la gauche redécouvre son alphabet : plan A, plan B, Varoufakis avait un plan X, et même Schaüble, dit-on, un plan Z... pour mettre les Grecs dehors (mais lui n'est pas trop de gauche...). Alors, soit, retombons en enfance, et jouons avec toutes les lettres.

Dans les termes qui ont été posés par la synthèse du Parti de gauche (PG) [1], et puis offerts à un concours des autres pays d'Europe, le plan A [2] doit au moins être crédité d'une sorte de logique de l'acquit de conscience. « *Pour qu'on ne puisse pas nous reprocher de ne pas avoir tout essayé* », voilà essentiellement l'argument du plan A, qui, par ailleurs, ne croit sans doute pas (en tout cas ne devrait pas) à sa propre possibilité - on dira pourquoi dans un instant.

Des plans, mais pour aller où ?

C'est très bien d'avoir des plans en tout cas. C'est encore mieux si on est au clair quant à leurs objectifs. On peut bien faire des plans pour leur propriété de nous rassurer à propos de notre capacité de maîtriser l'avenir, mais leur utilité ne va pas beaucoup plus loin s'ils ne savent pas très bien eux-mêmes ce qu'ils visent... De ce point de vue, on ne peut pas dire que le « plan A-plan B » soit un modèle de clarté. Il l'est d'autant moins qu'il agglomère des personnalités dont les lignes diffèrent radicalement sur l'unique question stratégique, comme toujours : l'option de la sortie, quitte à ne l'activer qu'en dernier recours, mais à assumer sans ciller. Yanis Varoufakis a beau eu faire du pied à Unité Populaire, il continue, au mieux de s'abstenir « d'en parler », au pire persiste à en faire un commencement d'apocalypse fasciste façon retour des années 30 [3] à€” il faut prendre la mesure de cet argument délirant, et de la force qu'il aura prise dans la fraction « *mémorandaire* » (et plus largement anti-sortie) de Syriza, comme en témoignent les propos d'Euclide Tsakalotos rapportés par Stathis Kouvelakis [4]. Au total, nul ne saurait dire où se trouve stratégiquement Varoufakis, car répéter des termes contradictoires à€” sortir des memoranda, rester dans l'euro à€” pour montrer qu'on les tient bien ensemble ne fait ni une ligne ni ne résout la contradiction. Zoé Konstantopoulou, elle, s'est certes nettement séparée du Syriza mémorandaire après le 13 juillet, mais évite soigneusement d'évoquer explicitement la sortie de l'euro comme une option, ou même comme un levier de négociation. Quant à Stefano Fassina, il est le penseur du « *front de libération nationale* » auquel Jacques Sapir a donné sa formulation dernière...

C'est donc peu dire que, pour être belle, l'affiche du meeting du PG à la Fête de l'Huma [5] ne pouvait produire de grandes clarifications, ni témoigner d'une réelle bifurcation stratégique post-13 juillet. On objectera, non sans raison, que la politique construit parfois les clarifications progressivement, que la logique du malentendu ou de l'ambiguïté, usuellement nommée « rassemblement », y a sa productivité propre, et que seul le commentaire scolastique peut se donner la superbe d'ignorer le cambouis réel des hétérogénéités à tenir malgré tout, et des convergences à produire laborieusement. Et tout ceci serait vrai. Cependant la logique de l'ambigu, logique même du travail politique, qui oblige à faire aller ensemble des gens ne pensant pas identiquement, risque toujours de se perdre dans des synthèses sans objet si elle n'a pas un peu l'idée de son azimut. Et des plans sans cap, même à toutes les lettres de l'alphabet, ne sont que l'équivalent pour la politique du divertissement pascalien.

Pour l'heure en tout cas, il faut avoir bonne vue pour discerner les objectifs de « plan A-plan B ». Créditions-le cependant de la sincérité de ses intentions d'ouvrir le conflit avec les institutions européennes. Mais précisément : on ne s'engage pas dans une épreuve de force sans avoir une idée un peu claire des buts de guerre. Le risque du manque de clarté en cette matière, spécialement si l'on prend en compte la pusillanimité encore récente de bon

nombre des têtes d'affiche du « plan A-plan B », le risque, donc, c'est de se lancer dans un conflit qu'on a le secret désir de ne pas faire aller trop loin, et de l'arrêter sitôt qu'un gain médiocre mais présentable aura été obtenu. Dit autrement, on ne monte pas une machine de guerre pour aller à la pêche aux clopinettes.

Le seul objectif : la redémocratisation intégrale

Si la critique de « l'Europe austéritaire et anti-démocratique » est bien le leitmotiv de ce rassemblement, alors il suffit d'indiquer les contenus analytiques qu'enferment ces mots pour que les buts à fixer s'en déduisent aussitôt. Contre la tentation des clopinettes, qui se contentera d'un bout d'allègement de dette par-ci ou d'une détente temporaire de contrainte budgétaire par-là, le « plan A-plan B » ne peut donc avoir d'autre objectif que maximal : la déconstitutionnalisation et la repolitisation intégrales de toutes les questions de politique économique. Objectif « maximal » au regard seulement des démissions politiques de la gauche en matière européenne, dont la mesure se trouve ainsi donnée, quand il s'agit en réalité de l'objectif minimal de toute démocratie digne de ce nom : qu'il soit permis aux instances représentatives de discuter et de rediscuter de tout, tout le temps. Spécialement des contenus de politique économique, dont il est inconcevable qu'ils aient été soustraits à la délibération politique ordinaire, et qui doivent impérativement, et intégralement, lui être rendus.

« Lire aussi Philippe Lamberts, « Leçon de Grèce : « La thérapie de choc exige l'opacité » », Le Monde diplomatique, octobre 2015. « Mais la délibération de qui au juste ? Celle d'un parlement de l'eurozone, normalement. Sauf qu'il n'existe pas. Qu'à cela ne tienne, répondent certains : un objectif exigeant, doublé d'une sortie par le haut, en voilà un ! Le pouvoir d'enchantement des « sorties par le haut » est cependant parfois tel qu'il en désarme toute analyse critique de leurs conditions de possibilité. Il ne faut donc pas craindre de répéter qu'un parlement de l'eurozone n'aurait de chance de voir le jour qu'à la condition expresse de poser très explicitement les deux questions suivantes :

- 1) l'Allemagne accepterait-elle que toutes les dispositions économiques et monétaires actuellement sanctuarisées dans les traités soient remises à la délibération parlementaire ordinaire ; et
- 2) l'Allemagne accepterait-elle d'être mise en minorité - puisque telle est la loi de la démocratie délibérative - sur l'une ou l'autre de ces dispositions, au hasard l'indépendance de la banque centrale, l'autorisation du financement monétaire des déficits publics, ou la suppression de la contrainte a priori des 3% ?

A quiconque n'est pas définitivement égaré dans le monde des rêves, ou bien garde à l'esprit que la politique est faite pour se tenir dans des horizons temporels raisonnables, il doit apparaître que la réponse à ces deux questions est « non ». Et « non » aussi, par conséquent, la réponse à la question de la « sortie par le haut », sauf évidemment à se contenter d'un parlement Potemkine.

Voilà pourquoi, au passage, le plan A ferait bien de ne pas trop croire à ses propres chances - supposé bien sûr qu'il ait des ambitions plus consistantes que les queues de cerise. C'est en effet le paradoxe de « *l'autre euro possible* » qu'il s'autodétruirait au moment même où il serait sur le point de réussir : car en ce point, précisément, c'est l'Allemagne (sans doute accompagnée) qui prendrait le large. Jamais l'Allemagne ne courra le risque d'une « *reparlementarisation* », d'une « *redémocratisation de la monnaie* » qui pourrait mettre en minorité ses sacro-saints principes - à plus forte raison dans la période actuelle.

Le problème objectif de l'euro à€” et sa résolution antidémocratique

Si donc la « *sortie par le haut* » du parlement de l'euro est impossible, à qui donc la politique économique pourrait-elle être rendue sinon aux instances délibératives existantes, à savoir les parlements nationaux ? Mais cette restitution-là est strictement équivalente à la restauration des monnaies nationales. Car il est évidemment hors de question d'avoir une monnaie unique avec dix-huit politiques économiques autonomes. Le problème de l'euro était bien réel - personne ne l'a jamais nié d'ailleurs [6] - : il faut des règles. Il n'y a pas de monnaie unique possible sans un dispositif de coordination suffisamment ferme pour endiguer les externalités monétaires et financières qui naissent inévitablement au sein d'une communauté de politiques économiques.

Sous l'influence ordolibérale allemande, ce problème a été résolu par l'édiction de règles impératives, constitutionnalisées, donc immuables, conduisant par-là à ne réguler le problème des externalités qu'au prix d'une négation radicale des souverainetés nationales - sans reconstitution de quelque souveraineté européenne, bien sûr. Reconstitution impossible, pour les raisons qui viennent d'être dites - le refus allemand d'une souveraineté monétaire européenne s'accomplissant dans les formes de la délibération parlementaire ordinaire -, et milieu de gué légal car on n'ignore pas impunément une économie générale de la souveraineté qui exige pour celle-ci sa présence et son activité constantes - à un niveau territorial ou à un autre, peu importe en principe, mais quelque part. Pour le coup, s'il y a un principe fondamental de la politique que les peuples ont profondément fait leur, c'est bien celui de la souveraineté, à savoir l'idée qu'à défaut d'un exercice direct, il doit y avoir, où qu'il soit, un lieu où leur voix a quelque chance de se faire entendre, fut-ce au travers des distorsions de la représentation, et où l'on discute de tout ce qui les intéresse.

Que des pans, qui plus est massifs, de la matière-à-délibérer tombent, précisément, hors de toute instance délibérative, c'est une soustraction, non seulement dont ils ont une parfaite conscience, mais qui leur est inadmissible. C'est pourquoi toute les propositions de restauration, si odieuses soient-elles par ailleurs, sont assurées d'un impact politique. Et c'est pourquoi également tout renoncement à formuler le projet de cette restauration sous des formes qui, odieuses, ne le soient pas, est une faute politique de première grandeur, dont l'ampleur est simplement mesurable à l'espace laissé, abandonné, aux extrêmes-droites. Qu'on ait attenté aussi radicalement au principe de souveraineté, détruit ici sans être reconstruit là, ç'aura été le crime politique européen, et dans le vide de souveraineté, ainsi organisé, se seront engouffrées simultanément les puissances privées du capital (sur un mode opportuniste) et les extrêmes-droites (sur un mode réactionnel).

Il y avait bien un problème de l'euro mais, sous influence ordolibérale, il a été reconfiguré en dilemme : assurer, par le système des règles, la cohérence de la monnaie unique, mais au prix de la négation de toutes les souverainetés démocratiques, quelle qu'en soit l'échelle. Comme entre boire et conduire, entre la stabilité monétaire et la démocratie, il a fallu choisir.

Sans doute pouvait-on imaginer un monde où ce dilemme aurait été desserré, qui aurait consisté à accepter la nécessité des règles appelées par la stabilisation d'une communauté de politiques économiques, mais en remettant l'élaboration de ces règles à une instance délibérative régulière et légitime - à un parlement. Et, par-là même, non seulement l'élaboration, mais la réélaboration permanente, comme le requièrent aussi bien la rationalité élémentaire de l'apprentissage (qui procède par essais, erreurs et rectifications), celle de l'ajustement à des conjonctures variables, et puis surtout le principe élémentaire de la démocratie qui est le droit de revenir sur tout tout le temps. Mais ce monde idéal, et rationnel, était hors de portée, du fait essentiellement d'un, l'Allemagne, à qui l'idée formelle des règles n'était pas suffisante, et qui demandait le contenu substantiel de ses règles à elle, faites pour être imposées, et puis sanctuarisées, c'est-à-dire soustraites à toute discussion et protégées des périls de la révision.

Le temps de la conséquence

Les partisans du « plan A-plan B » sont-ils prêts à aller au bout de cette analyse, et surtout à en tirer les

conséquences ? Ou bien tels des duellistes-malgré-eux, se rendront-ils sur le pré dans l'espoir d'un premier sang à l'avant-bras aussi rapide que possible qui permettrait de déclarer les honneurs lavés et l'affrontement clos ? C'est qu'à la fin il faut savoir ce qu'on veut : ou bien prendre au sérieux ses propres slogans sur « l'Europe anti-démocratique » ou bien se contenter d'une autorisation d'un peu plus de déficit sur deux annuités. Yanis Varoufakis déclare que « le problème numéro un c'est la dette » [7]. C'est précisément avec ce genre de prémisses que le « *plan A-plan B* » prend des airs de croisade pour Jérusalem avec la secrète arrière-pensée de s'arrêter à Romorantin. Car le « *problème numéro un* » n'est pas de décrocher une restructuration ou même une annulation partielle. Dont il se pourrait d'ailleurs qu'elles reviennent à l'ordre du jour sous un an, lorsqu'il deviendra évident que le troisième memorandum, supposément destiné à ramener le ratio Dette/PIB dans les clous, n'a pas d'autre effet que de le détériorer. On ne peut en effet même pas exclure que la Grèce décroche un petit quelque chose en cette matière, pourquoi pas avec l'aide du FMI. Et après ? Qu'a-t-on gagné quand la camisole a été desserrée d'un cran ? - un cran.

« La dette » n'est évidemment pas le problème numéro un - sauf à la proclamer telle, précisément pour mieux éviter de regarder en face le vrai problème numéro un. Celui de la négation démocratique. Il fallait donc avoir atteint le dernier degré de la cécité, ou bien de la naïveté, pour s'étonner que les institutions de l'eurozone méprisent aussi ouvertement le « verdict des urnes » en Grèce, et fasse aussi peu de cas de celui du 25 janvier que de celui du 5 juillet. Varoufakis propose ironiquement de faire ajouter dans les traités une clause de suspension des élections qui permettrait d'en ignorer les résultats [8]. Mais cette clause n'a pas à être ajoutée, elle existe déjà : elle consiste en les traités mêmes !, et Jean-Claude Juncker en a admirablement résumé la teneur générale en rappelant qu'« il n'y a pas de démocratie en dehors des traités ».

On a beaucoup moqué Jean-Claude Lagaffe quand il aurait fallu bien plutôt lui savoir gré de découvrir la vérité sans fard. En constitutionnalisant non pas les règles formelles gouvernant la délibération démocratique mais ses « résultats » mêmes, en fait ceux qu'on lui a prêtés avant même qu'elle n'ait à s'exercer (et pour être bien sûr qu'elle n'ait plus à s'exercer...), les traités européens sont par essence anti-démocratiques. C'est pourquoi on reste perplexé d'entendre Varoufakis déclarer à la fois qu'il faut « démocratiser l'euro » et que « notre tâche est de trouver des solutions avec les traités existants » [9].

Mais l'inconséquence est une plaie d'époque, et l'incapacité à passer des prémisses aux conclusions qui devraient s'en suivre logiquement frappe spécialement à gauche : on affirme vouloir sortir des memoranda mais on ne veut pas sortir de l'euro (qui impose les memoranda) ; l'euro n'est pas démocratique mais il ne faut pas toucher au traités (qui organisent l'euro anti-démocratique) ; l'Allemagne sent le hareng mais il faut continuer d'envisager « un autre euro » avec elle ; il faut un parlement de l'euro mais peu importe qu'il n'ait rien de substantiel à discuter (puisque tout a déjà été tranché - et écrit dans les traités).

Or voici comment il faudrait enchaîner ses idées de manière conséquente : une monnaie démocratique est une monnaie dont toutes les dispositions sont la prérogative d'une instance délibérative habilitée à les rediscuter à tout moment sous la loi de la majorité ; or il est au moins un pays pour lequel la question monétaire s'est historiquement nouée de telle sorte que, pour un temps encore indéfini, il ne peut consentir à renoncer à son idiosyncrasie - comme l'exigerait pourtant l'acceptation de la restitution démocratique et de la loi majoritaire ; il s'en déduit qu'une monnaie unique pleinement démocratique n'aura pas lieu en sa présence, et encore moins sous sa domination ; par conséquent, à moyen terme au moins (le terme de la résistance de la croyance monétaire allemande), il n'est laissé de choix qu'entre les options suivantes : consentir à l'état actuel des choses puisqu'on se refuse tout moyen de les changer vraiment - mais alors, par pitié, qu'on nous épargne maintenant la protestation anti-austéritaire sans suite et la comédie de la démocratie outragée - ; ou bien tirer enfin quelques conséquences et, faute d'une reconstruction (réelle) de souveraineté à l'étage européen, conclure ce qui doit l'être : la restauration démocratique, pour l'heure, passe ou bien par le retour unilatéral à la monnaie nationale, ou bien par une solution collective entre pays accordés sur le même irréfragable principe d'une constitution authentiquement démocratique de la monnaie - soit, dans les deux cas, l'explosion de l'euro tel qu'il est.

Plan C

Le plan A, qui, quoi qu'il en ait, continue de transpirer l'angoisse de déchoir à un « internationalisme » mal pensé et mal placé, le plan A, donc, peut bien s'il le veut se tenir à la logique de l'acquit de conscience pour s'épargner le « remords historique », on peut dès maintenant lui indiquer le résultat des courses : du moment où une masse contestataire critique se formerait au sein de l'eurozone, la rupture serait actée, non pas tant du côté des dominés en voie de soulèvement, que du côté du dominant et de ses satellites - car, paradoxe, les forces centrifuges de la décomposition sont en réalité bien plus menaçantes de ce côté-là, notamment en Allemagne et en Finlande, que de celui des asservis. La réalité du plan A, c'est qu'il est dynamiquement instable et que, dans le cours de sa propre réussite, il produira lui-même les facteurs de son propre échec. La réalité du plan A c'est que, comme un isotope radioactif, il mutera spontanément en plan B.

Accordons cependant que, si elle se voue elle-même à l'échec, la logique de l'acquit de conscience ne manque pas d'une certaine grandeur politique - et il est vrai qu'au regard d'une entreprise historique, même échouée, comme la construction européenne, s'assurer d'être « allé jusqu'au bout » est une sorte d'obligation à laquelle on peut se sentir devoir consentir. Mais pas si c'est une fois de plus pour caler en route. Aussi bien par principe que pour des considérations de tactique élémentaire, il n'y a pas de plan B, donc de plan A-plan B, sans l'affirmation explicite, et dénuée d'ambiguïté, de l'abandon de l'euro comme option résolument assumée. À raison de quoi d'ailleurs on ne voit pas trop ce que des gens comme Varoufakis peuvent bien y faire. Ou plutôt on ne voit que trop : poursuivre l'espoir d'un nouveau tour de manège qui permettrait, avec un peu plus de pression rassemblée, de faire ce que la Grèce de Tsipras seule n'a pas pu faire : arranger quelques bidons sans rien changer de sérieux dans l'eurozone - et persévérer dans l'inconséquence.

Si c'est ça, retour au vermicelle : et plan C. Qui accorde le devoir d'acquit de conscience mais se prépare déjà à l'étape d'après. L'étape d'après, ce sera, par définition, la fin de l'actuelle eurozone. Mais une construction politique peut finir de bien des manières. La manière du plan C, ce serait la stabilité maximale - ou, disons, l'instabilité minimale. La conscience acquittée d'avoir « essayé jusqu'au bout » et, constaté l'entêtement des dominants à ne rien changer, le plan C avertira que tous ceux d'entre ses membres qui sont politiquement en position de le faire s'appêtent à quitter l'euro. Il avertira par-là que s'ouvre une dynamique dont nul ne peut prédire complètement les évolutions, ni exclure qu'elles aient en retour de puissants effets déstabilisateurs sur ceux qui restent. C'est pourquoi le plan C, avant de s'engager dans un mouvement de sortie(s) unilatérale(s) assumée(s), fera une ultime proposition à l'eurozone : la proposition de son autodissolution ordonnée, collectivement organisée.

Si la chose n'est pas encore évidente, il se pourrait que, dans la conjonction de départs imminents et du nouvel échec mémorandaire en Grèce, la zone euro atteigne un stade où l'autodissolution se présente comme son vrai point d'unanimité : la solution faite pour régler d'un coup tous ses conflits intestins, et pour que tous s'y retrouvent. D'abord parce que l'autodissolution organisée est le seul moyen d'endiguer décisivement les instabilités déclenchées par un ou plusieurs départs unilatéraux. Toutes choses égales par ailleurs, les marchés de capitaux réagiront avec le moins de chaos s'ils s'estiment confrontés à un événement voulu et contrôlé, s'ils sentent la volonté politique collective d'une transition ordonnée. Il est hautement probable qu'une déclaration unanime des Etats de la zone euro énonçant être allés au bout de ce projet, en avoir constaté les indépassables déséquilibres, et jugeant avantageux pour tous son dénouement aurait pour effet d'impressionner considérablement les opérateurs des marchés de change et de taux, et de minimiser l'amplitude des fluctuations qui suivraient le retour aux monnaies nationales [Lesquelles dépendront, dans leur détail, de la façon dont les sortants piloteront leur sortie. A chacun en effet de voir ce qu'il veut faire de son propre retour, sachant que celui-ci n'a vraiment de sens que pour en faire l'opportunité d'une refonte radicale des structures et du modèle de politique économique. Dit autrement, sortir sans faire défaut sur une partie de la dette, sans revenir sur la parfaite mobilité des capitaux, sans remettre au pas le secteur bancaire, ou sans redéfinir entièrement les modalités de financement des déficits publics, c'est rompre pour rien].

Mais l'attrait possible d'une proposition d'autodissolution collective se joue moins dans ses propriétés fonctionnelles

de stabilisation relative des départs que dans une convergence des préférences intrinsèques pour le dénouement, sans doute à peine ébauchée pour l'heure, mais dont les forces pourraient croître plus rapidement qu'on ne l'imagine. Ceci parce qu'elles sont en fait déjà à l'oeuvre, et qu'en cette matière c'est le premier pas qui coûtait : celui de s'avouer le désir d'en finir avec tout ça, de commencer à envisager ce qui était jusqu'ici un inconcevable. Le résultat de cinq années de crise absurde, dont le terme est rien moins qu'en vue, c'est que l'inconcevable pourrait devenir l'objet, sinon d'une paradoxale unanimité, du moins d'une possible nouvelle majorité. On y retrouverait bien sûr les pays recrus de fatigue austéritaire et désireux d'avoir enfin le droit d'essayer autre chose, mais aussi, plus surprenant, les pays dominants, qui vivent de plus en plus comme un fléau d'avoir à cohabiter avec des « incapables », et comme un fardeau d'avoir à financer des aides « à fonds perdus ». Les forces centrifuges sont donc partout, et pas seulement où l'on croyait (les candidats à l'exit forcé).

Pour un européisme réel

Et si la proposition de l'autodissolution collective n'est pas mûre, et qu'elle est rejetée ? - hypothèse qu'on ne saurait écarter d'un revers de main... L'option de sortie unilatérale est là, et elle sera activée. Tout l'intérêt du « *sommet internationaliste du plan B* » cependant - et c'est bien en ce point qu'il faut saluer l'initiative - consiste à oeuvrer pour qu'il y ait des sorties unilatérales et que, ce faisant... elles cessent d'être unilatérales. Pour être négative, la communauté de refus de l'euro antidémocratique est déjà la base d'une reconstruction collective possible, en tout cas de la concrétisation rapide d'une idée fondamentale qui fait l'identité du plan C, ou B, peu importe maintenant la lettre qu'on lui donne, puisque son vrai nom est la sortie de gauche. La sortie de gauche est celle qui brise les équations hypnotiques Euro = Europe, et Europe = Union politique (ou rien) - les équations de l'européisme obtus.

Si l'on appelle « européisme obtus » l'acharnement à faire faire communauté à des hétérogénéités sans jamais vouloir poser la question de leurs compatibilités possibles, voire au mépris de leurs incompatibilités avérées, disons sans ambages que le plan C en est la radicale résiliation - disons-le en tout cas à l'usage de ceux à qui le spectacle grec de cet été n'a pas fait connecter deux neurones. Résiliation de l'européisme obtus mais aussi, par-là, possibilité d'un européisme réel, celui-là même qui, pourvu qu'on l'explicite, peut se trouver promu par le « *sommet internationaliste* », et qui répondrait à la définition suivante : poser le désir de l'intensification maximale des liens inter-nationaux comme le principe directeur des nations d'Europe, mais d'une intensification qui sait ce qu'elle peut et ce qu'elle ne peut pas. Qui sait en particulier que l'unification politique est hors de sa portée pour cette raison désormais bien établie que l'unification monétaire est un échec - et qu'une communauté politique intégrée sans monnaie unique n'a simplement pas de sens [on abandonne aux acharnés de la dénégation de soutenir encore que, tout au contraire, « la monnaie unique n'a échoué que faute d'intégration politique » - contre cette évidence répétée mécaniquement, et qui dispense d'avoir à penser, le problème européen aura tenu à une idiosyncrasie monétaire (allemande) métapolitique, c'est-à-dire absolument rétive à se laisser saisir dans les processus politiques ordinaires de la démocratie délibérative-parlementaire. Ça n'est donc pas la peine de déplorer répétitivement le défaut d'une « construction politique complète » de la monnaie unique : c'est cette construction même qui était impossible].

Vouloir « faire Europe », mais hors des fantasmes de l'intégration politique, dont la poursuite aveugle aura d'ailleurs eu pour effet de produire l'exact contraire de ce qu'elle prétendait faire advenir, à savoir le ressentiment nationaliste et l'inimitié en lieu et place de la « paix entre les peuples », « faire Europe » donc, au sens de l'approfondissement délibéré des liens inter-nationaux, ne demande en aucun cas d'en passer ni par la monnaie ni par la communauté politique intégrée. Il n'est d'ailleurs même pas besoin pour en défendre l'idée de se prévaloir par anticipation de la logique des antidotes, ceux dont il faudrait d'urgence contrer les « replis nationaux » qui accompagneraient inévitablement l'abandon de l'eurozone. Car, et telle est (devrait être) la thèse explicite du « *sommet internationaliste* », on ne voit pas quelle infirmité de pensée interdit de concevoir positivement que des pays se lient, et de liens toujours plus divers et toujours plus profonds, hors de l'intégration monétaire et financière !, comme en témoignent d'ailleurs de nombreuses réalisations européennes concrètes, elles univoquement vertueuses, et sans rapport aucun avec l'euro : Airbus ou Ariane en matière de coopération industrielle, le CERN comme Europe des chercheurs,

Erasmus comme celle des étudiants, les Rencontres européennes de littérature comme leur nom l'indique, et encore mille autres choses à imaginer de même nature, qui diraient toutes la possibilité du lien hors de la discipline monétaire, l'inanité meurtrière de l'alternative qui ne laisse le choix qu'entre celle-ci et la guerre, qui explique qu'entre l'euro et les camps il n'y a rien, infâme bêtise à laquelle il faut opposer sans relâche le désir de liens toujours plus denses - soit l'adresse politique même du plan C.

Que des forces obscures, nationalistes et xénophobes, n'attendent qu'une occasion pour se donner libre cours, et qu'elles puissent voir celle-ci dans l'abandon de l'eurozone, il faudrait être inconscient pour en écarter l'hypothèse. Mais les événements politiques ne sont pas des fatalités que nous n'aurions qu'à contempler passivement. Ils sont tels que nous les conformons, par les intentions politiques que nous y injectons, et par lesquelles nous les faisons être. C'est bien d'ailleurs tout ce qui ferait la différence entre une sortie de droite (extrême) et une sortie de gauche. La sortie de gauche est celle dont l'adresse propre dirait dans le même mouvement et le refus catégorique de la monnaie antidémocratique, l'absurdité d'intégrations mal pensées, et l'égale volonté de rapprocher toujours plus les peuples européens, mais hors des forçages technocratiques, et sous leurs rapports de compatibilité réelle - en faisant d'ailleurs l'hypothèse que ceux-ci sont nombreux. Le plan C, c'est celui qui donne à l'abandon de l'eurozone sa signification de gauche en l'accompagnant inséparablement de multiples propositions qui diront toutes le désir de remplacer les impossibles 3%-60% par des équivalents toujours plus nombreux de CERN et d'Erasmus.

L'europhisme obtus est obtus au carré. Il l'est par ses impasses intellectuelles intrinsèques. Il s'élève à la puissance deux de ne plus même s'apercevoir que voulant « faire l'Europe » mais ne voulant jamais réfléchir aux manières praticables de la faire, son volontarisme aveugle, ignorant des rapports de compatibilité réelle, n'a pas d'autre résultat que de contribuer à la défaire. Forcer des parties à composer un tout impossible, c'est bien prendre le risque de les redisperser violemment. L'europhisme obtus est devenu le plus sûr ennemi de l'Europe : il faut sauver l'Europe de ceux qui veulent la sauver. Pour être à la fois impraticable et la seule que cet europhisme puisse envisager, la forme maximale de l'Europe est aussi la forme nulle. A égale distance de cette illusion destructrice et de l'inconséquence végétative qui demeure dans les traités en continuant d'espérer la démocratie (ou le relèvement de l'austérité), le plan C envisage une autre voie qui restaure la souveraineté, s'affranchit de l'absurdité économique, et se tient aux réquisits d'un inter-nationalisme réel qui commande, non pas le forçage d'intégrations impossibles (ou trop loin de leurs maturités), mais le devoir du rapprochement sous toutes les formes praticables. Avec, qui sait, peut-être quelque chance que, sensibles à sa proposition d'un europhisme pour le meilleur, nombreux soient les autres peuples du continent qui commencent à lui prêter attention.

Frédéric Lordon pour [La pompe à phynance](#)

[La pompe à phynance](#). Paris, 1er octobre 2015

* **Frédéric Lordon** est économiste, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002. « *Imperium* » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

[1] Voir Eric Coquerel, « [Pour un sommet internationaliste du plan B](#) », 18 août 2015.

[2] Rappelons que le plan A consiste en l'ouverture d'une épreuve de force avec les institutions de l'Union par désobéissance aux traités et que le refus de ces institutions à accéder une négociation entraînerait l'activation du plan B qui consisterait à sortir de l'euro

[3] Yanis Varoufakis, « [Que voulons-nous faire de l'Europe ?](#) », *Ballast*, 2 septembre 2015.

[4] « Lorsque Mason l'a interrogé à propos de l'euro, Tsakalotos a répondu que la sortie serait une catastrophe absolue et que l'Europe revivrait les années trente avec les guerres entre devises et la montée des nationalismes et fascismes de toutes sortes », Stathis Kouvelakis, « [Greece : the struggle continues](#) », entretien avec Sebastian Budgen, Jacobin, 14 juillet 2015.

[5] Le PG a organisé sur son stand un débat public sur l'euro réunissant Oskar Lafontaine, Stefano Fassina, Yanis Varoufakis et Jean-Luc Mélenchon. Zoé Konstantopoulou qui n'y était pas présente est néanmoins signataire d'une tribune commune « [Pour un plan B en Europe](#) », publiée sur Mediapart le 11 septembre 2015.

[6] Voir notamment *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui Libèrent, 2014, chapitre 7, p. 205 sq.

[7] Yanis Varoufakis, « [Live](#) », [Mediapart](#), 25 septembre 2015.

[8] Yanis Varoufakis, « [Our battle to save Greece](#) », *New Statesman*, 13 juillet 2015.

[9] Yanis Varoufakis, « [Pour une nouvelle dissidence européenne](#) », entretien avec Christian Salmon, Mediapart, 22 septembre 2015.